

Les 11 techniques de Trump pour déconsidérer les Amérindiens

Les Autochtones réagissent



Marchers at the Indigenous Peoples March. Photo by Chenae Bullock.

À l'occasion de la Journée du Président 2020, nous faisons le point sur la situation des Amérindiens après 3 ans de présidence de Trump. Depuis son arrivée au pouvoir, l'administration actuelle revient sur les politiques qui protègent les droits des Peuples Autochtones, et n'a aucune considération pour les nations tribales et leur souveraineté. Afin de soutenir la lutte pour les droits autochtones, nous devons prendre position contre le manque flagrant d'égard de cette administration pour les communautés autochtones et apprendre comment nous pouvons aider les Peuples Autochtones quand le gouvernement s'y refuse obstinément.

1. Proposition de démantèlement de la Loi sur la politique environnementale nationale

En 2020, l'administration Trump a présenté sa proposition d'abolir la Loi sur l'environnement pour pouvoir accélérer divers projets, dont certains concernent l'énergie. Cette proposition cherche à limiter les études publiques des projets et à autoriser les commanditaires des projets à participer à la rédaction des déclarations fédérales sur l'impact environnemental. Lisa Deville, responsable des *Protectors of Water and Earth Rights* (Protecteurs des droits de l'Eau et de la Terre) de Fort Berthold,

a déclaré : *« Toute loi qui offre de larges possibilités de participation aux processus décisionnels gouvernementaux ne devrait pas pouvoir être abolie. Au contraire, des lois comme la loi sur la politique environnementale nationale devraient être acceptées et renforcées. Cette loi est l'une des seules occasions pour les membres tribaux d'avoir leur mot à dire dans les mesures adoptées par le gouvernement fédéral. »*

Un certain nombre de militants tribaux ont témoigné lors d'une audience du Conseil sur la qualité de l'environnement de Trump. Le responsable de la conservation du patrimoine tribal de la Tribu Sioux de Rosebud, Ben Rhodd, a soutenu que les changements éventuels étaient « un outrage direct à la souveraineté des Amérindiens », puisqu'aucune tribu n'avait été consultée.

2. Pression pour le forage de puits de pétrole dans les réserves naturelles de l'Arctique

L'administration Trump fait tout pour brader la plaine côtière de *l'Arctic National Wildlife Refuge* (Réserve faunique naturelle de l'Arctique), afin de permettre le forage pétrolier. Le *Gwich'in Steering Committee* (Comité de pilotage gwich'in), en collaboration avec des organisations des droits autochtones, dont *Cultural Survival*, se sont déclarés préoccupés par les violations des droits de l'homme infligées à la Nation Gwich'in. Pour les Gwich'in, la plaine côtière est « le lieu sacré où commence la vie » et est essentielle pour leur sécurité alimentaire et leur mode de vie. Forer dans ce domaine sensible constituerait une menace existentielle pour la Nation Gwich'in. 15 sénateurs démocrates ont adressé une lettre à 11 grandes banques, les exhortant à ne pas financer de forages dans la région. La lettre précise : *« Non seulement la protection de la Réserve faunique naturelle est importante en soi, elle l'est aussi dans le contexte plus large des milieux sauvages, des droits autochtones, dans la lutte contre le changement climatique et pour préparer l'économie américaine à surmonter l'impact croissant de la crise climatique. »*

3. Promotion d'une politique d'immigration 0 tolérance

Depuis décembre 2018, au moins 5 enfants mayas sont morts à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, alors qu'ils étaient sous la garde du Bureau des douanes et de la protection des frontières, et une jeune Maya a été abattue par un agent de patrouille frontalier. Les responsables de ces morts jouissent d'une impunité totale sous le Président Trump. La Ligue maya internationale, basée à Washington, a organisé une manifestation devant le Département de la Sécurité intérieure au mois de janvier. *« Comme nous avons pu le constater dans le cas de nos enfants, beaucoup (de ceux arrêtés par la patrouille des frontières) ne comprenaient même pas ce qui se passait, ils ne parlaient pas espagnol, bien que de nombreux fonctionnaires partent du principe qu'ils connaissent la langue) »* a déclaré Juanita Cabrera Lopez, de la Ligue maya internationale.

L'hiver dernier a vu une flambée de grippe saisonnière. Selon des experts généticiens, les Autochtones ont un plus grand risque que les autres groupes ethniques, de mourir de maladies liées à la grippe. Bien qu'ils soient à tort désignés par le terme générique d'« Hispaniques », un grand nombre de migrants détenus venant du Mexique, du Guatemala, de El Salvador et du Honduras, sont autochtones.

Pourtant, on n'administre pas le vaccin contre la grippe dans les centres de détention de migrants, même pas aux enfants. En conséquence, 3 enfants ont succombé cette année à des infections liées à la grippe, alors qu'ils étaient détenus à l'Agence de protection des douanes et des frontières, un enfant de 2 ans, un de 6 ans et Carlos Gregorio Hernandez,

un Guatémaltèque de 16 ans, qui est mort seul la nuit dans sa cellule, où il a hurlé et vomi sur le sol de béton.

4. Construction du mur à la frontière

En février 2020, des équipes ont commencé un dynamitage contrôlé de Monument Hill dans le *Organ Pipe Cactus National Monument*, pour préparer la construction du mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. La région est un site funéraire sacré pour les Tohono O'odham, un lieu sacré qui remonte à 10 000 ans, où des restes humains ont déjà été découverts. Selon Ned Norris, président de la Nation Tohono O'odham, les agences fédérales qui font construire ce mur transgressent leurs propres lois, puisqu'il n'y a eu aucune consultation digne de ce nom avec la Nation Tohono O'odham. Le Représentant Raúl Grijalva (D. AZ) a déclaré : « *Il n'y a eu aucune consultation avec la nation. En fait, cette administration foule aux pieds l'histoire de la tribu et aussi ses ancêtres, nous sommes navrés de le dire.* »

5. Création d'une force opérationnelle limitée chargée des disparitions et des meurtres d'Amérindiens et d'Autochtones d'Alaska

En novembre 2019, Trump a signé un décret-loi pour créer une force opérationnelle chargée d'améliorer la sécurité physique des Autochtones. Le Procureur général William Barr s'est récemment rendu au Montana, où il a annoncé que le gouvernement consacrerait 1,5 million de dollars au recrutement de coordinateurs dans les 11 États où la question des personnes disparues ou assassinées est la plus préoccupante. Le vice-président de la Nation Navajo, Myron Lizer, a félicité le Président Trump et son administration qui reconnaissent la gravité de cette épidémie de disparitions et de meurtres chez les familles autochtones. Pourtant, nombreux sont ceux qui ont critiqué une force mal conçue et insuffisante. Pour Deb Haaland (D. NM), Pueblo Laguna, le plan du Département de la Justice révèle une absence de consultation avec les tribus, caractéristique de cette administration en ce qui concerne tous les problèmes en pays indien. D'autres ont fait remarquer que la force opérationnelle n'est composée que de fonctionnaires fédéraux se cooptant et excluant tout apport des acteurs autochtones, et qu'elle se concentre sur les réserves, dédaignant ceux qui vivent en zones urbaines.

6. Défaut de lois et attaques sur les fiducies foncières

En décembre 2019, Trump a donné force de loi à trois projets concernant des problèmes amérindiens, l'un en soutien à la Tribu Spokane, un pour autoriser à nouveau le financement des programmes de langues autochtones, et un qui accorde la reconnaissance fédérale à la Tribu Little Shell des Indiens Chippewa du Montana. Cependant, ce sont les trois seuls projets de loi en faveur des tribus pour la session législative en cours et, selon *Indianz.com*, une vingtaine de lois en faveur des tribus sont toujours signées au cours d'une session du Congrès, quel que soit le parti qui mène le jeu à Washington. Durant la dernière session, le nombre d'adoptions de lois en faveur des Tribus était inférieur de 40% à celui des années précédentes.

Sous la présidence de Trump, le Département de l'Intérieur s'oriente vers une restriction des possibilités pour les 48 États continentaux et l'Alaska de récupérer leur terre grâce à des fiducies foncières. En 2018, le Département de l'Intérieur, sous l'administration Trump, mit fin au régime de fiducie des terres des Wampanoag Mashpee au Massachusetts. C'est la première fois que cela arrive depuis le règne de la « solution terminale » des années 1940-1960, lorsque le gouvernement des États-Unis

tentait délibérément de fondre les Amérindiens dans la culture majoritaire. Les Wampanoag Mashpee ont fait appel à la loi sur la ré-affirmation de la réserve des Wampanoag Mashpee pour faire appel de cette décision. Cependant, l'opposition farouche de Trump à cette loi, y compris ce tweet raciste, a fait obstacle à son adoption par le Sénat. Depuis, la Tribu Wampanoag Mashpee se bat devant les cours fédérales pour récupérer ses droits fonciers.

« Il est inadmissible et impensable que nous ne soyons pas consultés sur quelque chose d'absolument essentiel pour de si nombreuses tribus » déclara à *Indianz-Com* Cheryl Androws-Maltais, président de la Tribu Wampanoag Mashpee. On a l'impression qu'il se passe quelque chose sous notre nez, à huis clos, qui porterait atteinte à notre souveraineté et entraverait notre capacité à faire protéger nos terres tribales par les États-Unis, une protection que nous avons payée d'avance par le sang et la vie de nos ancêtres, nos ressources naturelles et nos territoires.

7. Réduction drastique du Bears Ears National Monument

Les tribus autochtones se mobilisent et se battent depuis des années pour la protection de Bears Ears. En 2016, il fut déclaré monument national sous l'administration Obama. Moins d'un an plus tard, Trump approuva une réduction de 85% de Bears Ears et annonça qu'il serait ouvert aux appels d'offre pour les projets pétroliers et gaziers. En même temps, Trump diminua aussi la surface du Grand Staircase-Escalante Monument. Ce fut là le pire retour en arrière pour la protection de terres publiques, dans l'histoire des États-Unis.

En réponse, la Tribu Hopi, le Pueblo de Zuni et la Tribu Ute de Ute Mountain, représentés par le *Native American Rights Fund* (NARF) ont conjointement engagé une action. Dans la dernière mise à jour de l'affaire, le NARF déclare que les plaignants tribaux ont déposé une requête de jugement sommaire partiel. « *La requête demande au juge de déclarer que la tentative de Trump de réduire Bears Ears outrepassa le pouvoir du Président. Simplement, le président n'a pas autorité à supprimer un monument national une fois qu'il a été déclaré tel.* »

8. Les pipelines ont le feu vert pour traverser des terres attribuées par traité

Le 7 février 2017, Trump autorisa le Corps des ingénieurs militaires américains à agir, mettant ainsi un terme à l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la période de commentaires publics qui y était associée. Ces pipelines représentent une atteinte directe à la souveraineté tribale, la pureté de l'air et de l'eau, et aux lieux sacrés.

Mais le large soutien qui s'est manifesté à Standing Rock a contribué à une meilleure compréhension de la souveraineté autochtone par de nombreux mouvements populaires aux États-Unis et dans le monde.

Le 8 novembre 2018, suite à une action en justice intentée par l'*Indigenous Environment Network* et la *North Coast Rivers Alliance*, l'Honorable juge Morris annula le décret de Trump, arrêtant la construction du Dakota Access pipeline (DAPL), au motif que « *le Président Trump avait violé les lois environnementales fédérales, alors que son administration affirmait que le pipeline KXL était conforme à l'intérêt public.* » Les deux organisations célébrèrent cette décision comme une victoire en faveur des droits autochtones et environnementaux.

Malheureusement, une faille juridique permit à Trump de passer outre la décision et il signa lui-même un nouveau décret en mars 2019, qui autorisait la construction du

pipeline. La Tribu Sioux Oglala a l'intention d'aller à nouveau devant une cour de justice en 2020.

9. Coupes dans les programmes fédéraux

Trump a proposé de mettre fin à plusieurs programmes d'aide fédéraux, y compris le Programme d'Aide de Nutrition supplémentaire (SNAP). Trump a proposé de remplacer SNAP, qui attribue une allocation mensuelle pour acheter de l'alimentation, par un programme de distribution de boîtes d'aliments. Ce programme remplacerait la moitié des allocations dont le gens bénéficient par des aliments en boîte, non périssables (donc, pas des produits frais), choisis par le gouvernement et non par leurs consommateurs. Un accès moindre à des denrées nutritives signifie une grave menace sanitaire et pourrait provoquer une augmentation de diabète de type 2 et d'obésité chez les communautés autochtones qui dépendent de SNAP.

Les Amérindiens ont aussi été gravement touchés par l'arrêt des services gouvernementaux (le *shutdown*), qui supprime temporairement de nombreux programmes d'aide fédérale et d'initiatives fédérales pour la santé. Russel Begaye, président de la Nation Navajo, décrit pour le *New York Times* les difficultés rencontrées par les Navajos. Il a expliqué qu'au plus fort de l'hiver, *« les routes n'étaient pas déneigées parce que les services fédéraux d'entretien étaient supprimés. Les gens étaient prisonniers chez eux, dans l'incapacité de parcourir les 20 ou 50 miles nécessaires pour aller acheter de l'eau, des provisions et des médicaments. Le shutdown a aussi obligé plusieurs cliniques amérindiennes à fermer, par manque de financement. »*

10. Suppressions de droits de vote préconisées

Avec ses lois en matière de droits de vote, le gouvernement américain prend systématiquement pour cible les territoires indiens. Des lois strictes, qui obligent les électeurs à fournir des documents fédéraux avec leur adresse actuelle, sont des obstacles pour les communautés autochtones dans la mesure où il n'y a souvent pas d'adresses domiciliaires dans les réserves.

En attendant, sur le terrain, les communautés travaillent sans relâche pour inscrire des électeurs amérindiens, en dépit des lois existantes. Dans l'enthousiasme des élections de mi-mandat en 2018, *Four Directions*, une organisation luttant pour les droits de vote des Amérindiens, s'est employée à combattre la suppression d'électeurs et à augmenter la participation électorale. O.J. Seman, co-directeur de *Four Directions* et membre de la Tribu Sioux de Rosebud, a collaboré avec des politologues et des experts en cartographie pour *« apporter des cartes sur les lieux de vote afin que les gens puissent y indiquer leur domicile, une adresse spécifique, et qu'un représentant de la Tribu sur place puisse leur donner une attestation sur un papier à en-tête de la Tribu. »* Les efforts de Seman traduisent un réel engagement pour combattre ce qu'il appelle « une privation flagrante de droit de vote » et pour consolider un accès permanent des Autochtones aux mécanismes de vote partout aux États-Unis.

11. Incitation à tourner en ridicule les Autochtones et à tenir des propos haineux

Au début de 2019, les Peuples Autochtones ont organisé une grande Marche des Autochtones sur Washington afin de manifester leur opposition au climat politique actuel. Pendant la marche, un groupe d'élèves du lycée catholique de Covington s'est moqué d'un Ancien de la Tribu Omaha, Nathan Philips, qui participait à la Marche des Peuples Autochtones à Washington. Trump prit la défense des lycéens en affirmant que leur prétendu manque de respect envers Philips était une « fausse nouvelle ».

Trump s'obstine aussi à tenir en public des propos haineux envers les Amérindiens. Il ne cesse d'utiliser le nom Pocahontas de façon injurieuse. Même pendant une cérémonie en l'honneur des vétérans amérindiens en 2017, il a désigné la sénatrice Elizabeth Warren par le nom de Pocahontas. Le *Lakota Law Project* a publié un tweet sur l'incident en disant « Le Président appelle une femme blanche « Pocahontas », elle qui fut une fillette indienne victime de viol, lors d'un événement en l'honneur des vétérans *code talkers* Diné (Navajos) de la Deuxième guerre mondiale, tout cela devant un portrait de celui qui fut à l'origine du déplacement des Indiens, Andrew Jackson. En ce qui concerne le portrait d'Andrew Jackson, Gyasi Ross, membre de la Nation Blackfeet, a déclaré que c'était un non-dit détestable et du plus grand mauvais goût devant des gens qui ont fait de tels sacrifices.

À la suite de l'entretien avec Elizabeth Warren sur Instagram live le 2 janvier 2019, Trump tweeta : *« Si Elizabeth Warren, que je désigne souvent sous le nom de « Pocahontas », avait fait cette publicité à Bighorn ou à Wounded Knee, avec son mari en grande tenue indienne, au lieu de la faire dans sa cuisine, ç'aurait eu un bien plus grand retentissement. »* Trump fut vivement critiqué pour ces remarques très choquantes. Ruth Hopkins, écrivaine Sioux Dakota/Lakota, biologiste et juriste tribale, écrivit un tweet : *« Plus de 300 membres de mon peuple furent massacrés à Wounded Knee, surtout des femmes et des enfants. Ce n'est pas risible, c'est tout simplement un racisme intolérable. »* Lorsque, début 2019, Elizabeth Warren annonça qu'elle faisait campagne pour la présidence, Trump tweeta : *« Aujourd'hui, Elizabeth Warren, que j'appelle souvent Pocahontas, a rejoint la course à la présidence. Fera-t-elle campagne en tant que première candidate amérindienne, ou a-t-elle décidé qu'après 32 ans, ça ne marche plus si bien ? À bientôt sur la PISTE, Liz ! »* Le mot « piste », en lettres majuscules, évoque la Piste des Larmes, quand les Amérindiens furent arrachés de force à leur terre. La Piste des Larmes a vu des milliers de morts.

Candessa Tehse, professeure adjointe en études amérindiennes à l'université Northeastern, a déclaré : *« Je suis Cherokee. Certains de mes ancêtres ont parcouru cette piste. Et bien qu'à ce stade, plus rien ne devrait me choquer venant de Trump, j'ai été vraiment choquée qu'il puisse si simplement évoquer le plus sombre chapitre de l'histoire américaine pour porter un coup bas à une rivale. J'ai été sidérée. »* Pour Mary Kathryn Nagle, de la Nation Cherokee, Trump utilise les Autochtones comme des personnages, des caricatures, dans une querelle politique. En faisant cela, il autorise implicitement le public américain à faire la même chose envers des personnes autochtones bien réelles, qui vivent dans notre pays.

Source



Traduction de l'anglais par Marie-Claude Strigler, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Amérique du nord et de son Conseil consultatif

